

Des funérailles vivantes

Alors que nombre de journaux et de commentateurs ont qualifié les funérailles de Yasser Arafat de « chaotiques », « tumultueuses » et y ont vu des risques d'explosion sociale, on peut voir dans les funérailles de Ramallah un visage vrai du peuple palestinien. Il est à remarquer d'ailleurs que le peuple avait disparu des commentaires qui se concentraient tous sur la personne d'Arafat.

Marianne Blume

Marianne Blume est coopérante en Palestine

Avant même qu'Arafat ne soit mort, le gouvernement israélien avait refusé qu'il soit enterré à Jérusalem, sur l'esplanade des Mosquées. Alors que Jérusalem reste, au regard du droit international, un territoire occupé et donc illégalement annexé, personne — sauf les Palestiniens — ne semblait trouver cela anormal. Les Palestiniens, habitués à composer avec une réalité contraire, ont alors déclaré à qui voulait l'entendre que cette sépulture hors Jérusalem serait provisoire et que le jour viendrait où le Rais reposerait là où il l'avait souhaité. De cette manière, le

peuple a inscrit Arafat à jamais dans la lutte pour un État palestinien, avec Jérusalem pour capitale: vivant ou mort, il continue d'être présent.

Comme Jérusalem était exclue, on s'est mis à parler d'Abou Dis¹. Ce même Abou Dis que des Israéliens avaient proposé de « céder » aux Palestiniens pour en faire leur capitale: il suffisait, arguaient-ils, d'appeler le patelin « Al Qouds » et le tour était joué... Depuis, Abou Dis est séparé de Jérusalem par le mur. Il n'empêche, là aussi, le gouvernement israélien a émis un refus: l'armée trouvait l'empla-

¹ Un faubourg de Jérusalem rattaché à la zone de compétence de l'Autorité palestinienne et dont le citoyen le plus illustre est l'actuel Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Ahmed Qorei. Ce faubourg est désormais isolé de Jérusalem par un mur de séparation (NDLR).

gement « trop dangereux pour la sécurité ». Les Israéliens ont alors tout bonnement proposé Khan Younis. Une partie de la famille du président n'y était-elle pas enterrée ? Dans la Bande de Gaza, les gens ne savaient trop que penser, mais, au-delà du chauvinisme local, l'endroit ne semblait guère digne d'un homme tel que leur président. Finalement, le gouvernement israélien a accédé à la demande de l'Autorité palestinienne de l'enterrer à Ramallah. Personne n'a relevé que les Israéliens n'avaient de fait aucun pouvoir légal de décider. Ni pour Jérusalem-Est, ni pour Khan Younis, ni pour Ramallah. Tous ces épisodes montrent à l'envi la faiblesse des Palestiniens et aussi leur isolement puisque la communauté des États « démocratiques » n'a fait à ce sujet aucun commentaire et surtout aucune pression sur Israël.

Quand, enfin, la mort d'Arafat a été déclarée, l'organisation des funérailles était réglée. Le corps partirait de Paris pour atterrir au Caire, où il recevrait les honneurs officiels des représentants de la communauté internationale. Ensuite, il serait transporté à Ramallah, où l'enterrement à la Mouqata'a se ferait en présence d'un public choisi. Si, à Paris, la France organisa une cérémonie digne et émouvante ; si, au Caire, tout se passa selon les plans dans un lieu protégé de toute ingérence populaire, à Ramallah, rien ne marcha comme prévu. On a vu des dizaines de milliers de gens entrer dans la Mouqata'a en dépit du service d'ordre et se jeter sur les hélicoptères transportant la dépouille de leur président et les dignitaires de l'Autorité. Ils étaient là sponta-

nément, par amour, respect et admiration pour l'homme qui symbolise leur lutte, l'homme qui a fait exister leur nom y compris dans la bouche des Israéliens. Le protocole a été oublié et la cérémonie complètement bouleversée. Saeb Erekat² s'en est trouvé déçu et dépité. Pourtant, c'est bien là qu'on retrouve la force de la société palestinienne, cette énergie qui lui permet de survivre et de combattre malgré le déséquilibre des forces. Le peuple a refusé que l'enterrement lui soit volé par les notables, il a refusé d'être mis à l'écart : Arafat leur appartient, Arafat est part de leur vie, Arafat est des leurs. Si Arafat avait pu voir cette foule qui le transportait, l'ovationnait et le traitait comme un membre de leur famille, il aurait souri de contentement. Les funérailles à Ramallah étaient ses vraies funérailles, des funérailles populaires, sans hypocrisie ni compassion. Sans doute, aux yeux des journalistes occidentaux, cela faisait-il « mauvais genre » mais, enfin, n'y avait-il pas là quelque chose d'éminemment vrai, d'éminemment respectueux et chaleureux ?

On a dument noté que le service d'ordre avait été débordé et que, malgré les tirs en l'air, il n'avait pas réussi à remettre la cérémonie dans les rails qu'on avait tracés. On n'a, par contre, pas noté qu'il avait agi avec sagesse et intelligence : tout autre État — et sûrement les États arabes — aurait fait tirer dans la foule pour « rétablir » l'ordre. Ici, la volonté populaire a été respectée et cela ne peut être qu'une victoire démocratique. Car la société palestinienne est ainsi faite qu'elle peut, à la fois, respecter le pouvoir et le

² Ministre de l'Autorité palestinienne chargé des négociations avec Israël.

contester, qu'en tout cas, elle n'est pas prête — sauf répression intense — à se taire et à obéir aveuglément. Il est à craindre que tous les hérauts mondiaux de la démocratie, de Bush à Sharon en passant par Blair ou n'importe quel chef d'État occidental, demandent à l'Autorité palestinienne de juguler cette expression populaire pour donner un aspect propre et aseptisé à leur État: oui aux aspects extérieurs de la démocratie mais pas à l'expression (parfois anarchique) de la démocratie!

Or, il faut bien dire que c'est cet esprit de résistance totale des Palestiniens qui leur a permis de vivre avec l'Autorité et, aussi, de continuer le combat. Jamais la critique n'a été mise de côté, et la Palestine doit être sans doute le seul pays arabe où l'on a toujours pu critiquer le président et son pouvoir. Même quand Arafat se mourait à Percy, les langues ne se sont pas tues. Les gens, ici, ont une lucidité étonnante et s'ils chantaient les louanges de celui qui a combattu pour la reconnaissance du peuple palestinien, de celui qui n'a pas cédé aux fausses promesses des Israéliens, ils continuaient entre eux à critiquer sévèrement sa conduite des affaires intérieures. On n'a oublié ni son autocratie, ni la corruption, ni non plus ses errements. Simplement, à l'heure du bilan, les gens se sont souvenus de l'essentiel, quitte à remettre à plus tard le combat interne. Ce constat montre que la société palestinienne est mure et que, dans une situation de paix, on pourrait effectivement voir naître en Palestine le premier État démocratique arabe. C'est

sans aucun doute la grande crainte de tous les autres qui, pour cette raison, se montrent si peu empressés à soutenir réellement la naissance d'un État palestinien.

Il faudrait rappeler aussi que, pour des raisons historiques dont surtout la première Intifada, les Palestiniens, malgré leurs dissensions politiques ou régionales, malgré les luttes de pouvoirs et les batailles maffieuses armées, ont un fort sentiment d'être un. Et le « frère, tu ne tireras pas sur un autre frère! » reste une réalité. Il y a ici des soldats qui ont refusé, lors des premiers 1^{er} mai à la résidence du président, d'empêcher le peuple de venir présenter ses bons vœux et qui, au moment de devoir exercer la répression, sont tout bonnement rentrés chez eux. Il y a aujourd'hui, alors que la nouvelle autorité veut constituer sur Gaza une troupe d'élite formée d'hommes de tous les services de sécurité, des soldats mal payés qui refusent cette promotion au nom de la fraternité de la lutte contre l'occupant: il n'est pas question pour eux d'aller arrêter tel ou tel parce qu'il n'est pas « dans la ligne ». Ce n'est pas rien et le gouvernement palestinien qui viendra devra compter avec cela. Quand un peuple a lutté si longtemps et qu'il s'est vu forcé de prendre sur ses épaules des responsabilités qui auraient dû incomber à un commandement central de la résistance, on ne peut lui reprendre ainsi son autonomie.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire ici l'apologie de l'anarchie, du désordre. Au contraire. Il faudra remettre de l'ordre, unifier le combat et faire accepter une autorité qui puisse décider. Mais cela

devrait se faire dans le respect des opinions des différents secteurs de la société. En cela, il est important que la proposition du Hamas de participer au gouvernement soit prise en compte; il serait vain de vouloir exclure un mouvement qui non seulement incarne la résistance mais, encore, représente une bonne partie de la population.

Arafat est mort; Arafat n'a pas été enterré à Jérusalem; ses funérailles ont été volées à ses concitoyens de Gaza, Hébron, Naplouse, Jénine, Bethléem, etc., mais la vitalité de l'hommage populaire rendu à Ramallah témoigne d'une société civile invaincue et capable — on l'espère — de construire un État où elle aura son mot à dire. Reste à voir si les gouvernants ne subiront pas des pressions telles que, effectivement, ce sera le chaos et puis la dictature... à visage démocratique. ■

Gaza, le 13 novembre 2004.